

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## UNIONSACRÉE

« Le Gouvernement n'a pas fait en vain appel à l'union de tous les partis sur une question d'ordre national. A l'unanimité des 508 votants, la Chambre lui a donné les pouvoirs qu'il demandait d'interdire le départ des volontaires pour l'Espagne... »

« C'est un bel exemple de concorde, exemple nécessaire pour le maintien du prestige de notre pays dans le monde. »

(Le Temps du 17/1/37.)

SANS COMMENTAIRES.

## Les quarante heures doivent assurer du travail à tous

### L'EXPÉRIENCE BLUM

par Charles ROBERT

Les militants ouvriers, sans distinction d'école, doivent suivre avec attention et vigilance « l'expérience » Blum. Le temps de trouble et de crise spirituelle que traverse actuellement la classe ouvrière n'est pas au laisser-aller.

Les marxistes français ont été les derniers en Europe à accéder et à user du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste. Pour nous, libertaires, la faille de « l'expérience » est inévitable. Pendant plus d'un demi-siècle nous avons répété que la prise du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste est une utopie. Et que la classe ouvrière dépense ses meilleures forces à atteindre un objectif qui ne peut en rien l'aider à réaliser son affranchissement.

Les marxistes nous ont traités d'impatients, de fous et... d'agents de la bourgeoisie.

Disons, en passant, que les masses ouvrières, dans la plupart des pays, ont cru à l'utilité de la conquête du pouvoir et au changement de régime par la voie légale. Les masses ouvrières allieront aux partis marxistes car elles croyaient pouvoir remplacer les fusils par des bulletins de vote.

Les partis marxistes, qui comptaient des millions d'adhérents, se virent ainsi, après la débâcle de 1918, à la tête de nombreux pays.

Faut-il parler des résultats de leur passage au pouvoir ?

Mussolini, Hitler, Schuschnigg, Baldwin sont le seul résultat de leur activité, de leur incapacité !

Ces expériences, ou plutôt ces catastrophes, n'ont pu cependant faire changer d'idée les marxistes français. Ils ont « expliqué » les expériences passées, relevé les « fautes », mais aucun changement de tactique ne s'est suivi.

Même la tragédie espagnole — fille de cette Chimère : qu'en régime capitaliste la classe ouvrière peut, par voie légale, exercer le pouvoir — ne peut ouvrir les yeux aux proberbes par une illusion entretenue.

Le danger le plus grave pour le prolétariat réside précisément dans cette incapacité de tirer d'une expérience sociale les enseignements qui s'imposent.

Notre rôle de propagandistes, c'est de savoir tirer ces enseignements; c'est de chercher sans idée préconçue la voie qui mènera le prolétariat vers son émancipation; c'est de montrer, avec énergie et dévouement, cette voie.

L'expérience Blum est la dernière de son genre en Europe. Les contradictions du régime capitaliste sont telles qu'aucune subtilité ne peut éluder son dénouement fatal.

Les marxistes ont prétendu, pendant plus d'un demi-siècle, qu'en prenant le pouvoir ils pouvaient transformer, par voie législative, le régime capitaliste.

Avant les dernières élections, une armée de théoriciens marxistes s'était mise à l'ouvrage. Des « plans » sortaient. Tous préconisaient : 1<sup>o</sup> nationalisation du crédit et des industries-clés; 2<sup>o</sup> grands travaux pour réabsorber le chômage.

(Voir la suite page 4.)

## POLITIQUE DE TRAHISON !

Nous devons revenir sur notre article de la semaine dernière. Nous nous y faisons l'écho des nouvelles officielles répandues dans toute la presse et concernant le débarquement de troupes allemandes au Maroc. Il apparaissait deux jours plus tard que ces nouvelles étaient fausses : les troupes allemandes étaient un mythe et les intentions de la politique du Reich, touchant le Maroc espagnol, au-dessus de tout soupçon.

Nous n'avons pas les moyens de contrôler ces nouvelles ni les démentis qui leur ont été opposés. Mais nous avons à tirer ici une conclusion qui nous semble d'une portée générale, quelle que soit la vérité. Dans un cas comme dans l'autre, en effet, la presse, trahissant sa fonction informatrice, a menti et elle a menti avec l'approbation du Quai d'Orsay. Elle s'est livrée à une campagne destinée à faciliter une manœuvre gouvernementale. Si, comme il est probable, il n'y a pas eu de débarquement de troupes allemandes au Maroc, on en doit tirer cette conséquence qu'elle a voulu sciemment agir sur l'opinion publique, par la publication de fausses nouvelles tendant à créer une véritable psychose de guerre et à entraîner cette opinion à l'éventualité d'un conflit franco-allemand.

Mais, il ne faut pas l'oublier, c'est un gouvernement de Front populaire qui rend possible et même qui commande

ces manœuvres (comme il commande ces exercices de défense passive qui ont, sous une autre forme, un but de préparation psychologique à la guerre). Le gouvernement du Front populaire continue à jouer sa partie dans les compétitions actuelles des impérialismes. Il la joue même avec une ardeur et une foi que ses ennemis lui reconnaissent et même, suprême ironie ou suprême honte, qu'ils doivent parfois calmer non point, sans doute, quand elles aboutissent à cette *sarabande de milliards*, dont parle Marceau Pivert, consacrés à la défense nationale, mais quand elles aboutissent à une révolution plus évidente. Il nous faut savoir habilement retarder.

De quoi demain sera-t-il fait ? Nous pouvons, en tout cas, penser qu'un gouvernement aussi profondément national que le gouvernement Blum ne pourra pas être conduit par d'autres considérations que l'intérêt de la France c'est-à-dire de l'oligarchie qui, sous cette devise équivoque, entend consolider tous ses profits et ses rapines. Si, demain, l'Angleterre, comme nous le laissons entendre précédemment, se rallie à une politique italo-allemande de liquidation de la révolution espagnole, telle que les entretiens Mussolini-Göring semblent vouloir la définir, ne doutons pas que le gouvernement français, fidèle à sa politique de trahison, ne se joigne aux trois compères pour étrangler le prolétariat ibérique au profit d'on ne sait encore quel régime dont Franco deviendrait le « protecteur » démocratique.

que. Déjà, sous l'influence de Londres, vient d'être obtenu du parlement cette loi interdisant le départ pour l'Espagne de combattants révolutionnaires de nationalité française, nouveau gage offert à l'impérialisme britannique inquiet des développements possibles de la victoire du peuple espagnol.

Et voilà le gouvernement auquel le prolétariat français, abusé par les mensonges du parlementarisme et du suffrage universel, a confié le soin de le représenter. Pouvait-on imaginer plus éclatante imposture et, dans un délai aussi court, plus total reniement des hommes qui, voici quelques mois seulement, s'affirmaient comme les tenants de l'internationalisme prolétarien ? Un gouvernement réactionnaire eût-il, mieux que le gouvernement Blum, générés les affaires de l'impérialisme français ?

Il est temps, en vérité, de se ressaisir. Tout espoir de sauver et la paix et la révolution espagnole n'est pas perdu. Mais il faut aller vite. Nos ennemis ont pris un redoutable avantage. A nous de gagner la deuxième manche. Pour cela, il nous faut ouvrir les yeux des aveugles, guider ceux qui commencent à voir clair et qui, désabusés, se détournent des mensonges des politiciens et viennent à nous comme à la lumière. Ne nous lassons pas, de le répéter : seule une action politique de classe, hors de toute compromission avec la bourgeoisie, peut sauver l'humanité.

### LASHORTES.

Nous sommes entrés dans la période où les réalisations économiques font sentir leurs effets. C'est du moins ce qu'on nous dit dans la presse, les discours officiels dont la T.S.F. lance les échos à l'univers entier. Qu'il y ait volonté de mieux, intention pour une répartition plus équitable des emplois, mesures pour lancer la machine économique, c'est possible ; mais l'intention n'est pas tout.

Ainsi les quarante heures, il y a quelques années, devant le chômage qui menaçait, les anarchosyndicalistes voyaient le remède dans leur application.

Le patronat n'avait pas envisagé jusque-là une pareille mesure qui semblait laisser indifférent l'organisme syndical ouvrier. Depuis ils en ont suivi l'importance et la portée et maintenant que nous sommes dans la période d'application nous nous demandons si elle ne sera pas en fin de compte un nouveau moyen de pression de la part du patronat.

Qu'on nous entende. Nous sommes partisans de la réduction sans cesse accrue de la peine de l'homme. Dans un régime où l'assortiment, la rémunération du capital, le loyer de l'argent ne joueraient pas il importera peu que l'usine ferme deux jours sur sept.

Son application dans cet esprit comporte des inconvénients ; les deux jours notamment où l'usine chôme enregistrent toujours les mêmes frais fixes que lorsqu'elle fonctionne à plein ce qui contribue à grever les prix de revient. Dans les industries où la production est ininterrompue cet inconvénient disparaît et les cinq jours sont un net avantage.

Autre chose, les chômeurs remplaceront-ils dans la proportion d'un sixième les travailleurs dans les industries dont le rythme est ininterrompu ? Là, les pouvoirs publics qui ont des yeux, des oreilles et des moyens de contrainte auront, s'ils le veulent, l'occasion d'intervenir pour que la machine ne supplanter pas l'homme.

Les pouvoirs publics ne semblent pas voir qu'il y a un vice dans le statut économique qui respecte amortissements pléthoriques et profits incontrôlables.

Pour mettre tout à la portée de chacun il convient de produire avec un minimum de frais en assurant à chaque individu une capacité d'achat déterminée. Or, cette capacité n'est forcément que l'équivalent d'une production dont l'homme doit avoir la possibilité.

Semaine de quarante heures ! Mais pourquoi pas un roulement régulier de travailleurs dans une usine qui ne s'arrêterait jamais ?

Qu'on ne dise pas que la main-d'œuvre manque, tant qu'il y a des chômeurs. Il y a en France 12.168.430 ouvrières et ouvriers se répartissant ainsi :

Employés 1.958.040  
Ouvriers 6.491.660  
Employées 1.066.845  
Ouvrières 2.651.885

Or, nos statistiques officielles déclarent

## Manifesterons-nous dans la rue pour la Révolution espagnole ?

Nous voulons encore l'espérer. Mais les organisations tardent bien à prendre parti. Pourvu que ce silence ne soit pas de mauvais augure.

Le Parti ouvrier internationaliste accepte de participer à l'organisation d'une vaste manifestation de rue, ainsi que les Jeunesses socialistes révolutionnaires.

La Fédération des Jeunesses socialistes de la Seine aussi. Elle nous a adressé la lettre suivante :

« Nous vous envoyons notre accord pour une grande manifestation de rue

avec votre mot d'ordre : LEVÉE DU BLOCUS. »

De même, les J.E.U.N.E.S., qui nous ont écrit :

« Nous sommes indignés autant que vous pouvez l'être du peu d'empressement manifesté par le public parisien à témoigner les sentiments de fraternité qui l'unissent au peuple espagnol et nous sommes prêts à nous associer à une manifestation qui aurait pour but de rappeler les devoirs qui nous incombe en ce domaine.

Nous émettons le vœu que les grandes organisations politiques ou culturelles vous donnent leur adhésion et qui secoueront le prolétariat parisien de sa torpeur. Nous sommes d'accord avec l'intensification de leur propagande en faveur de l'Espagne.

LA FÊTE DES MILICIENS

Son programme prend tourne : vous en serez satisfaits, amis lecteurs. Mais comme nous ne sommes pas encore en mesure de vous indiquer tous les artistes qui, sans exception, apporteront à notre fête leur concours à titre gracieux, nous remettons à la semaine prochaine la publication du programme.

Sachez déjà, que Sullivan, de l'Opéra ; le violoniste Marcel Maché, également de l'Opéra ; Renée Gilly, de l'Opéra-Comique ; Marianne Oswald ; Pierre Brasseur, Maurice Rostand ; Damia ; Jean Bastia ; Charles d'Avray ; Toziny, ont pris l'heure de faire une petite causerie sur l'art espagnol et la révolution.

Il faut que, dans toutes les organisations où subsiste peu ou prou le sentiment de solidarité des voix se fassent entendre pour arracher notre camarade, tous les camarades à la vindicte bourgeoise. Il faut que la protestation ouvrière se dresse violemment, puissante, agissante.

Ne laissons pas créer de précédents.

Il faut que notre action oblige nos gouvernements à sortir de prison sans tarder. Et en attendant il faut que sans détour Diné qui fait la grève de la faim depuis samedi soit mis au régime politique ce qui ne lui a même pas encore été accordé !

Solidarité pour Diné.

Il faut que notre action oblige nos gouvernements à sortir de prison sans tarder.

Et en attendant il faut que sans détour

Diné qui fait la grève de la faim depuis

samedi soit mis au régime politique ce qui

ne lui a même pas encore été accordé !

Le Gouvernement Blum fait voter à l'unanimité un texte de loi sur l'interdiction de l'envoi de volontaires antifascistes en Espagne et ce, tandis que des militants ouvriers comme Diné se voient lourdement trahis pour leur action de solidarité révolutionnaire.

Est-il donc dans la nature même des Gouvernements socialistes ou à direction socialiste de trahir constamment les intérêts

Nous vous prions donc de considérer notre adhésion comme effective. »

Nous attendons, entre autres, les réponses de l'Union des Syndicats de la Seine, de la Fédération socialiste de la Seine, du Parti communiste (Région parisienne) et du Rassemblement du Front Populaire.

Nous répétons que nous voulons encore compter sur des réponses favorables, et que la Révolution espagnole sera dorénavant bien défendue en France.

Le Comité pour l'Espagne Libre.

## ...sont au pouvoir

## EN BELGIQUE

Émile Marchand expie le crime d'avoir été solidaire avec le peuple espagnol.

C'est ce crime qu'expie dans la vieille prison de Liège un secrétaire syndical qui a voulu être autre chose qu'un papierassier. Émile Marchand, secrétaire de Bâtiment de Bruxelles, parce qu'il a réalisé les mots d'ordre d'aide et de secours réel aux ouvriers espagnols, mots d'ordre lancés par l'Internationale syndicale, est et demeure emprisonné.

Il faut crier cela à toutes les oreilles, parce que l'inculpation de trafic d'armes, d'avoir voulu spéculer et s'enrichir par le commerce des armes est odieuse parce que calomnieuse. Il faut le proclamer sans cesse ni répit, parce que la presse, aussi bien la presse syndicale et socialiste belge, aussi bien le Peuple de Bruxelles qui la presse ouvrière de France n'ont pas un mot de défense pour cet homme. L'Humanité, le Populaire, le Peuple même, de la C. G. T., sont muets comme des carpes.

Des colonnes entières pour décrire des Congrès et autres parades ; pas un mot pour un militant qui se meurt en prison. Car voilà toute la gravité et, pour un jour proche sans doute, l'horreur de ce cas : Marchand, travaillé par l'engine de poitrine, étouffe la nuit dans sa cellule d'infirmerie, sans que le moindre secours médical puisse lui être apporté.

Oui, pour lui, la paix est faite avec sa conscience, mais pour nous si nous laissons accomplir l'irréparable...

Il faut au moins réveiller l'opinion publique, individuellement et à travers les syndicats, harceler les rédactions des quotidiens ouvriers, les bureaux de la Commission syndicale belge, les ministres socialistes comme les ministres bourgeois : Vandervelde, De Man, Spaak, aussi bien que le radical Boessé. Harceler-les de vos lettres, télégrammes, résolutions, en attendant des manifestations plus précises.

Si bien que, par notre silence, par notre inertie, nous serons complices de l'assassinat de Marchand, coupable de solidarité ouvrière !

Que notre protestation s'élève puissante pour arracher à la justice socialo-bourgeoise ces deux militants coupables d'être restés fidèles à la solidarité internationale ouvrière

environ 400.000 chômeurs secourus. Si l'on compte autant de chômeurs partiels nous aurions 800.000 hommes à la recherche d'un emploi régulier et rémunéré d'après des tarifs définis permettant de vivre.

Si ces 12 millions de travailleurs recensés qui sont censés faire 48 heures par semaine — souvent ils font plus dans certaines industries — si ces douze millions de travailleurs voyaient leur temps de travail, en vertu de la loi de 40 heures, diminuer d'un sixième, il y aurait la possibilité pour deux millions de travailleurs de récupérer immédiatement un emploi. Les chiffres peuvent avoir un langage élégant et évoquer des solutions concrètes mais l'intérêt des possédants à ses termes de la lettre et de la nature des menaces qu'elle contenait. Il déclare n'avoir rien changé à ses habitudes, et qu'il descend tous les jours de l'autobus Passy-Bourse, place de l'Opéra à deux heures vingt-cinq ». D'un signe de tête, Doutreau indique que cet important détail est enregistré.

« Bref, conclut-il en frappant nerveusement le sol de son talon, je ne crains rien des anarchistes ni des « anarchos » (sic).

Devant cette protestation de « courage », notre ami demande à M. Clément Vautel pourquoi il s'est adressé à la justice pour pour ce différend et si, comme il nous l'a dit, c'est parce que les menaces « précises » à lui faites l'avaient choqué (pair de calottes et coup de pied au cul), pourquoi en avait-il omis la désignation exacte, préférant les maquiller sous le terme équivoque « agression ». Pourquoi d'autre part s'est-il plaint d'avoir été menacé de « mort », et croyait-il qu'un coup de pied au derrière puisse avoir de si « terribles » conséquences.

Après que le plaignant eut protesté de son irresponsabilité sur ce point, on appelle les témoins.

C'est tout d'abord l'éloquent Georges Pioch qui depuis longtemps connaît Vautel et vient nous le dépeindre exactement.

Georges Pioch. — M. Clément Vautel qui a toujours attaqué les idées nobles et les grandes causes, telle celle d'un peuple qui à l'heure actuelle défend ses libertés, s'étonne mal à propos que cette attitude soulève l'indignation des cours généraux. De même M. Clément Vautel a dénigré de purs artistes comme Rodin, Stendhal, Baudelaire, plus spécialement quand ces artistes n'avaient pas été encore consacrés par le succès.

Les deux premiers sont quasi anodins ; ce sont des « si Franco avait voulu, l'autant, Madrid serait prise », ou bien, sur un ton cafarde : « Pourquoi ne pas avoir fait comme Hitler ou Mussolini, c'est-à-dire envoyer des beaux avions tout neufs au petit copain Franco ? ». Quelques petites saletés sur les militaires, pour flatter l'esprit maison, et ça fait du papier salé. En somme, peu d'imagination. Deux débutants qui auront du mal à persister.

◆ Ce n'est pas le cas du troisième larron, Celui-là, à lui le pompon. Savez-vous ce qu'il a trouvé ? Un militaire anarchiste, connu de Perpignan à Avignon sous le nom de José, a voulu le faire inscrire au parti pour l'initier aux mystères de la fraude à la frontière espagnole, et, en attendant, lui a fait vendre des pull-overs provenant du pillage des magasins de Madrid. Ça, au moins, c'est du reportage !

◆ Lors de la discussion à la Chambre sur les envolements de volontaires pour l'Espagne, le très patriote Marcel Héraud a dit : « Que ces gens-là (les sérénites recruteurs du Front Populaire) envoient des Français se battre contre des Allemands ou des Italiens, c'est déjà regrettable... ». En effet, et pour montrer combien il regrette que les Poincaré, Foch, Clemenceau et autres Pétain aient envoyé entre 1914 et 1918 « des Français se battre contre des Allemands », Marcel Héraud devrait intervenir en faveur de l'Amnistie pleine et entière pour tous les désemparés, tous les insoumis.

◆ Continuant sa phrase, notre honorable dit encore : « ... Mais il est inadmissible que des Français risquent de se battre contre d'autres Français ». Tiens, tiens ! Il y aurait donc des volontaires français auprès de Franco ? Vous vous trompez, héroïque Héraud ; car, si c'était vrai, notre presse d'informations, libre et indépendante, l'aurait dit.

◆ De l'Œuvre du 19, au sujet de la grève des abattoirs, l'« Une vache maigre et triste, destinée à l'armée... ». Heureusement qu'à l'Œuvre on est plutôt copains avec Daladier. Sans quoi notre coneur n'y couperait pas une bonne petite poursuite pour propagation de fausse nouvelle susceptible d'ébranler le moral de l'armée.

◆ Ratapoil-Cachin s'en va-t-en guerre, dans l'Humanité du 19, contre Gide Dorgelès et tous ceux (fascistes et autres), qui osent critiquer le régime stalinien. Et de dire : « Nous savons bien qu'on n'attaquaient ainsi que les partis qu'on redoute ». Fallait-il que Cachin la redoute la Révolution, la vraie, celle de 1917, pour avoir alors, si fortement attaqué Lénine et défendu Kerenski ?

◆ Pour combattre cette campagne de « dénigrements et de calomnies » Ratapoil dit qu'il faut « qu'une voix autorisée s'élève ». Et vous pensez que Cachin a un discours à prononcer. Vous n'y êtes pas : « la voix autorisée », c'est Thorez. Qui l'a écrit ?

HENRI GUERIN.

## L'exécution de Clément Vautel

Done lundi dernier, notre ami Doutreau a comparu devant la XII<sup>e</sup> Chambre.

Dès une heure, l'enceinte était bondée et de nombreux amateurs ne purent pénétrer. A la barre, « sa victime », l'homme qui a vu la mort de près, Clément Vautel, s'agite. Tout de suite il demande la parole. Et, dans un discours haché, il essaie de motiver sa ridicule plainte en justice, obligatoirement, dit-il, à cause des termes de la lettre et de la nature des menaces qu'elle contenait. Il déclare n'avoir rien changé à ses habitudes, et qu'il descend tous les jours de l'autobus Passy-Bourse, place de l'Opéra à deux heures vingt-cinq ». D'un signe de tête, Doutreau indique que cet important détail est enregistré.

« Bref, conclut-il en frappant nerveusement le sol de son talon, je ne crains rien des anarchistes ni des « anarchos » (sic).

Devant cette protestation de « courage », notre ami demande à M. Clément Vautel pourquoi il s'est adressé à la justice pour pour ce différend et si, comme il nous l'a dit, c'est parce que les menaces « précises » à lui faites l'avaient choqué (pair de calottes et coup de pied au cul), pourquoi en avait-il omis la désignation exacte, préférant les maquiller sous le terme équivoque « agression ». Pourquoi d'autre part s'est-il plaint d'avoir été menacé de « mort », et croyait-il qu'un coup de pied au derrière puisse avoir de si « terribles » conséquences.

Après que le plaignant eut protesté de son irresponsabilité sur ce point, on appelle les témoins.

C'est tout d'abord l'éloquent Georges Pioch qui depuis longtemps connaît Vautel et vient nous le dépeindre exactement.

Georges Pioch. — M. Clément Vautel qui a toujours attaqué les idées nobles et les grandes causes, telle celle d'un peuple qui à l'heure actuelle défend ses libertés, s'étonne mal à propos que cette attitude soulève l'indignation des cours généraux.

De même M. Clément Vautel a dénigré de purs artistes comme Rodin, Stendhal, Baudelaire, plus spécialement quand ces artistes n'avaient pas été encore consacrés par le succès.

Puis, après avoir fait remarquer à M. Clément Vautel qu'on n'intente pas, quand on se prétend grand journaliste un procès comme celui-là, il termine en disant : « Je ne pensais pas qu'un homme qui fait profession d'esprit et de l'esprit par profession, pût en manquer à ce point. »

Après cette brillante intervention, notre ami Aurèle Patorni est à son tour appelé à la barre.

Aurèle Patorni. — Il est lamentable qu'au moment où la corporation du journalisme dont je fais partie, s'enorgueillit tapageusement de « l'héroïsme » des reporters, elle se voit infliger un cruel démenti par un de ses membres les plus influents qui « s'effondre » devant la menace d'un simple coup de pied aux fesses. Au reste, c'était trop présumé de M. Vautel que de lui demander de ne pas « cadrer ».

(Mouvement des avocats fascistes, protestations de M. Ernest-Charles, interruption du président.)

Aurèle Patorni. — Bon, Eh bien ! — et je tiens à le dire à M. Clément Vautel — je considère pour ma part comme une lâcheté quand on dispose d'un journal à grand tirage, d'attaquer un journaliste qui ne peut se défendre que dans un journal révolutionnaire et combattif d'un tirage forcément plus limité. Et je tenais aussi à dire à M. Clément Vautel qu'il était un lâche.

Le président lève la séance dans l'ilarité générale et remet le jugement à huitaine.

toutes les atteintes à la liberté de la presse quelles qu'elles soient, et signale pour le flétrir le boycottage du *Libertaire* par les distributeurs et marchands fascistes.

Enfin, il requiert l'application de la loi et réclame des dommages-intérêts pour les tourments endurés par son client.

C'est alors à notre sympathique ami,

M<sup>e</sup> Marcel Fourier de présenter la défense.

Que dire sinon que Doutreau ne pouvait trouver meilleur défenseur.

Avec esprit il achève de ridiculiser le plaignant, retracant devant les juges les différentes phases de cette affaire vaudevillesque, le bruit courant dans les salles de rédaction que Vautel avait été assassiné par un anarchiste du Front populaire, le démenti du lendemain et le procès intenté par le père du *Journal*.

A la grande joie des assistants, il donne lecture des coupures de presse aéuantant l'opinion sur les dangers courus par Clément Vautel. En fait, ce n'est plus la défense de l'accusé, c'est le procès du plaignant, à tel point que celui-ci, blème de rage, l'interrompt à plusieurs reprises, ce qui n'a d'ailleurs comme effet que de lui valoir de cinglantes réparties.

M<sup>e</sup> Fourier. — M. Clément Vautel ayant reçu une lettre de Doutreau avait le choix entre trois solutions. Il a choisi la plus mauvaise. La première consistait à observer le silence. Ce n'était pas la moins sage.

La seconde c'était, puisqu'il s'est estimé bâfoué, d'envoyer ses témoins à M. Doutreau...

M<sup>e</sup> Clément Vautel. — Le duel ? Mais je suis borgogeois...

M<sup>e</sup> Fourier. — Mais bourgeois, vous êtes Monsieur Vautel vous avez écrit un livre pour le certifier : « Je suis un affreux bourgeois. »

M<sup>e</sup> Ernest-Charles. — Plein de talent, d'ailleurs.

M<sup>e</sup> Fourier. — Je n'en sais rien, je ne l'ai pas lu.

M<sup>e</sup> Clément Vautel. — Alors, n'en parlez pas.

M<sup>e</sup> Fourier (se penchant vers Vautel). — Je ne l'ai pas lu, car le titre m'avait suffi.

Enfin M<sup>e</sup> Fourier fait constater l'illogisme du sieur Vautel qui, tandis qu'il fait poursuivre Doutreau assure M. Charles Maurras, condamné pour le même motif de sa vie vive sympathique.

Les avocats fascistes protestent et M<sup>e</sup> Ernest-Charles déclare qu'il n'y a aucun rapport.

Mais M<sup>e</sup> Fourier, dressé à la barre impose le silence :

« Puisque l'on m'y oblige, je vais rappeler cette affaire que je voulais passer sous silence pour ne pas passionner les débats. Les menaces bénignes du coup de pied aux fesses que vous voulez dramatiser n'ont en effet aucun rapport avec les menaces autrement dangereuses qui ont failli couler la vie au président Léon Blum. »

Les avocats fascistes se taisent, visiblement gênés.

Enfin M<sup>e</sup> Fourier termine son remarquable plaidoyer en faisant appel au bon sens du tribunal qui ne peut condamner pour des motifs aussi peu... meurtriers.

Le président lève la séance dans l'ilarité générale et remet le jugement à huitaine.

### UN RÉFRACTAIRE : Le cavalier Lemaître

M. Géo London, le ghanian boscot qui fait chronique judiciaire du *Journal*, nous donne le compte rendu de l'audience où fut jugé Maurice Lemaître. Il intitule son article : une affaire courtoisinesque devant la justice militaire. M. Géo London devrait mieux choisir ses qualificatifs. L'audience courtoisinesque, c'était celle d'où son ami M. Vautel est sorti ridiculisé à jamais. Celle où fut condamné le soldat Lemaître est tragique et porte la marque d'inflamme de la morte.

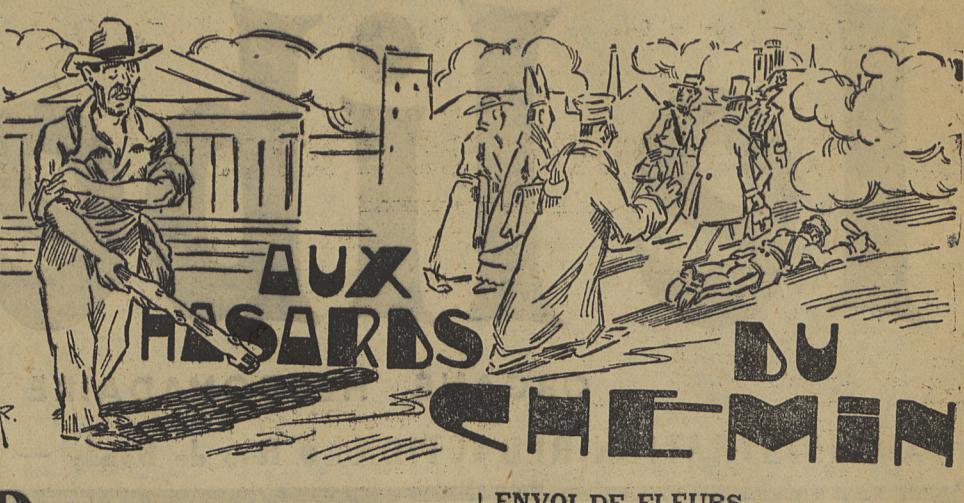
Maurice Lemaître qui a passé sa jeunesse en maison de correction (ce qui ne l'a pas corrigé, remarque spirituellement, cet imbécile de London-la-bosse) se refuse à accomplir son service militaire. Evadé, il est repisé, fait la grève de la faim, refuse de parler et absorbe du verre pilé dans le but de se suicider.

« Foutez-moi la paix », dit-il, aux galonnards qui veulent lui apprendre le maniement des armes. »

Après une intervention à la barre d'un adjointant abruti qui porte le nom original de Collin, le juge rappelle Lemaître aux sentiments patriotiques, exalte la grandeur de la Patrie, la beauté de la France. Au fur et à mesure qu'il raconte Lemaître, revit sa jeunesse, la maison de correction, son uniforme de cavalier de 20 classe.

Levant les yeux, il aperçoit la basse bosse de M. Géo London, lequel distille du verin sur un papier vierge. C'est ça, la France !

Et Maurice Lemaître, calme et résolu, jette un œil aux ganaches qui disposent de son sort : « Je m'en fous de votre France. »



### ENVOI DE FLEURS

DANS une lettre adressée à l'*Humanité*, Romain Rolland, le fameux néo-soviéto-patriote, dit en peu de mots ce qu'il pense du livre d'André Gide, retour de l'U.R.S.S.

« Ce mauvais livre est, d'ailleurs, un livre médiocre, étonnamment pauvre, superficiel, pueril et contradictoire. Sa valeur est nulle. »

M. Romain est tout à fait aimable pour celui qui hier partageait avec lui les faveurs du parti communiste. Ainsi lui se range dans les défenseurs de Staline à tout prix. Il va avoir du pain sur la planche et nous lui conseillons de préparer les épithètes pour qualifier Victor Serge, et le fameux Céline sur le compte duquel ces messieurs vont aussi déchanter.

### NE JUGEZ PAS LES AUTRES. D'APRÈS VOUS-MÊME

Au procès de notre camarade Doutreau, l'avocat de Clément Vautel, M<sup>e</sup> Ernest-Charles se permet des insinuations quelque peu déplacées.

« La perspective de l'amnistie augmente sensiblement le nombre des délinquants », dit-il.

Et encore s'adressant à Doutreau :

« Vous êtes libertaire, mais sans changer d'opinion, j'ai connu des anarchistes qui avaient bien évolué ! »

Que M<sup>e</sup> Ernest-Charles, avocat à la Cour, qui est peut-être le produit des amours incestueuses d'un radical-socialiste avec un caméléon-femelle, ait pour sa part beaucoup girouetté, ça n'est pas une raison pour juger les autres sur le même pied.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

#### FRANCE ETRANGER

52 Nos ... 22 fr. 52 Nos ... 30 fr.

28 Nos ... 11 fr. 28 Nos ... 15 fr.

Chèque postal : N. Fancier, Paris 506-03  
9, rue de Bondy (10<sup>e</sup>)

PARIS-BOURGOGNE, Téléphone BO7745 68-27

Je soussigne déclare souscrire un abonnement de ... à partir du ... pour la somme de ...

donc je vous envoie le montant.

SIGNATURE : ..... 193

Nom : ..... Adresse : .....

Ville : ..... Département : .....

### LE COUPABLE

Un des plus gros marchands de métal de la région parisienne, la maison Br... à St. Mandé, s'est trouvé démunie de certaines marchandises. Sans doute, imprévision du stockage auquel se sont livrés ses clients en vue de la hausse des cours.

Seulement, les employés de cette maison répondent aux réclamations en incriminant... la semaine de 40 heures, qui ralentirait la production, l'expédition, etc.

Si c'est un ordre de la direction ils devraient demander une plus-value sur leurs appointements, en récompense d'une si belle besogne. Au cas contraire, il nous faut penser qu'ils sont bien stupides.

Stupides comme le seraient des Croix de Feu, par exemple...

### QUAND LE BATIMENT VA...

De l'*Humanité*, du 9 janvier courant :

« L'équipement en forces armées de la région parisienne se poursuit. A la garde mobile, le logement dans les bâtisses que boudaient les civils, à l'augmentation de 600 de nombre des gardiens de la paix pour aider à l'application des lois sociales, va s'ajouter l'édification de 8 nouvelles casernes de gendarmerie. »

On vous les appliquera les lois sociales, qu'on vous dit ! A grands coups de latte dans le train et à coups de nougat sur la coloquinte !

## UNE GRANDE RÉFORME SOCIALE EN CATALOGNE

## La légalisation de l'avortement

Cette mesure, qui aura peut-être interloqué l'étranger, qui l'a prise pour une mesure extraordinaire, n'est au fond qu'une simple restitution du droit à la femme de disposer de son corps. Il faut connaître la situation particulière de l'Espagne pour formuler un jugement sur cette réforme. Il faut tenir compte que ce n'est pas une innovation dans le monde, puisque des pays démocratiques et même impérialistes — tels le Japon — ont déjà légiféré sur cette brûlante question.

C'est sur toutes ces considérations que s'est expliquée le docteur Félix Martí Ibañez, Directeur du Service sanitaire et d'assistance sociale, rapporteur du projet :

« Un certain trouble nous envahissait en nous demandant par où il fallait ouvrir une brèche par où entrerait la lumière dans l'obscurie vie sexuelle de l'Espagne. »

« Comme toute réforme eugénique doit d'abord tenir compte de la mère et de l'enfant, c'est par là que nous avons commencé, en introduisant dans le décret la liberté de pratiquer l'avortement, quelle que soit la raison invoquée, en supprimant ainsi, d'un seul coup, l'avortement clandestin, qui cause tant de ravages et en dotant le prolétariat d'un moyen efficace de procréer selon sa volonté, sans risques. »

« La réforme a déjà été réalisée dans d'autres pays. La République fédérale s'uisse l'a admise dans sa législation en 1916, pour des raisons morales et thérapeutiques, sur l'avis du médecin et avec le consentement de l'intéressée. »

« En 1925, la Tchécoslovaquie l'adopta, en autorisant l'avortement en vue de restreindre la natalité. Le Japon impérialiste, autorise, en 1920, non seulement l'avortement, mais encore la limitation consciente de la natalité. En 1926, la Russie soviétique prit la même mesure (1). »

« Aujourd'hui, enfin, c'est la Catalogne qui légalise l'avortement, à condition que celui-ci soit fait avant trois mois — à cause des dangers surgissant au-delà de cette limite — et cela à la demande de l'intérêt et après examen de son état de santé. Ainsi, l'avortement sort de la clandestinité et de l'incompétence avec lesquelles il fut pratiqué jusqu'à présent. Il devient un droit social et biologique, en se convertissant en instrument eugénique au service du prolétariat. »

« En Catalogne, l'avortement sera pratiqué dans des établissements spécialisés, avec un personnel spécialisé, annexé aux grandes institutions sanitaires catalanes : il ne sera pratiqué qu'après un examen médico-psychologique préalable. »

Parallèlement à cette institution, on créera des centres de propagande anticonceptionnelle, destinés à répandre dans le peuple les connaissances d'hygiène sexuelle au service de l'idéal eugénique, afin de restreindre les cas d'avortement eux-mêmes. »

« Nous lutterons contre la mortalité et les

## LETRE DE BARCELONE

« A Barcelone, la situation est tendue entre les politiciens (de l'Esquerre aux communistes) et la C.N.T. et la F.A.I. La population elle-même ne supporte pas sans peine certaines directions nouvelles. »

Un exemple : le syndicat du bois a entrepris la collectivisation de toute cette industrie, et voyant l'état précaire de la plupart des locaux et du matériel, a demandé à la Généralité un crédit de trois millions de pesetas, gagé par des meubles d'une valeur bien supérieure. Il reçut l'approbation de nos camarades, mais dut abandonner ces démarches devant le refus des autres membres du Conseil. »

Il fit alors aux paysans des propositions d'échange que ceux-ci durent repousser, étant eux-mêmes dans l'impossibilité d'obtenir de la terre un rendement satisfaisant par suite du manque de semences, d'argent et de main-d'œuvre. »

Au début, les petits patrons obtinrent de la Généralité des crédits en dédommagement de la perte que leur causait la révolution. Aujourd'hui les syndicats ouvriers ne peuvent obtenir les mêmes avantages pour une entreprise de collectivisation qui intéresse tout le monde et en premier lieu le développement de la nouvelle économie créée par la révolution. »

Autre exemple : notre camarade Domenech, ex-conseiller d'approvisionnement, avait institué des comités d'approvisionnement par quartiers, chargés de distribuer des produits. Cette organisation avait donné les meilleurs résultats. »

Lors du remaniement ministériel, Domenech fut remplacé par Comorera (U.G.T.) dont le premier discours fut un réquisitoire contre Domenech et à travers lui, la C.N.T. Comorera a paralysé les comités de quartier, accroissant considérablement les difficultés d'approvisionnement. »

Enfin pour l'instant la guerre absorbe toutes nos forces, mais il ne faudrait pas qu'une campagne plus violente nous oblige à une position plus nette. »

PEDRO TORREGO.

Il n'y a plus que huit jours pour placer les billets de tombola de la toits de Cermignani, représentant « la Citadelle de l'Ile Sainte-Marguerite à Cannes ». Le tirage se fera le 30 janvier, salle Wagram, lors de la tête organisée par le Comité pour l'Espagne libre. Que les retardataires (SURTOUT LES GROUPES) se hâtent de prendre leurs carnets, soit au Comité, 26, rue de Crussol, soit au « Libertaire », 9, rue de Bondy.

## POUR LES MILICIENS

Nous rappelons à tous les dévoués camarades qui veulent nous aider dans l'œuvre de solidarité que nous avons entreprise, que le Centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne, actuellement situé 26, rue de Crussol, Paris (11<sup>e</sup>), est ouvert tous les jours, y compris dimanches et fêtes, de 7 h. 30 à 20 heures.

## Tandis qu'ils se battent...

misères féminines, dues à l'incompétence d'une part, aux charges de l'enfant auxquelles la situation sociale de la femme ne permet pas de subvenir, d'autre part.

Nous n'assisterons plus au spectacle de femmes blessées ou mutilées pour toute leur vie par une criminelle manœuvre abortive ; nous ne verrons plus de femmes hâter le ou les rejetons non désirés, d'enfants sans pain ni père.

La maternité, en devenant volontaire, deviendra consciente de ses responsabilités. Le temps où nos aïeules étaient réduites au rôle dégradant de machine à enfant est révolu.

La maternité ne doit plus être un châtiment biblique. Elever un être qu'on procréer est un devoir, mais cette procréation doit d'abord être acceptée ou refusée en vertu d'un droit.

L'avortement soustraira la femme à la vindicte sociale, produit de séculaires préjugés. Il la soustraira également à l'inconsciente et tyrannique brutalité masculine.

La femme ne sera plus la chose et la propriété de quelqu'un. Elle disposerà d'elle-même. Elle n'enfantera que sur son choix et selon sa volonté.

Nous avons voulu secouer le joug et arracher la femme à son séculaire esclavage. Nous comptons sur nos sœurs prolétariennes pour nous aider. (de Solidaridad Obrera.)

(1) Rappelons que l'an passé l'U. R. S. S. a modifié la législation sur l'avortement de telle sorte que celui-ci est devenu pratiquement impossible. N. D. L. R.

A l'heure où paraîtront ces lignes, tous nos amis de province auront reçu nos affiches illustrées appelant les antifascistes à un nouvel effort en faveur des miliciens.

Qui comprend bien que c'est là un gros effort qui s'est imposé notre comité pour alerter la population ouvrière et antifasciste de ce pays sur le sort du prolétariat d'Espagne.

Ils doivent donc nous seconder activement et s'employer à recueillir autour d'eux le plus possible. Partout où cela est réalisable un centre local doit être créé. Pour leur faciliter la besogne, notre affiche peut être utilisée. Qu'ils substituent à l'adresse du Centre de Paris l'adresse du centre local au moyen d'une bande qu'ils feront imprimer.

Au moment où les combattants antifascistes tentent un supreme effort pour faire reculer définitivement les mercenaires du fascisme international, toute notre activité, toute notre énergie doit se manifester pour les soutenir et les protéger contre les rigueurs du froid.

Nos camions se chargeront de porter rapidement aux courageux lutteurs tout ce que les uns et les autres auront pu récolter.

Que personne ne boude à la besogne il y a de notre liberté à tous... peut-être de notre vie.

Le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes d'Espagne, 26, rue de Crussol, Paris-11<sup>e</sup>. Téléphone : Roquette 73-96.

P. S. — Nous avons reçu du Comité de Perpignan un appel à la solidarité. Que ceux de nos amis dont la situation géographique se trouve à proximité adressent leurs envois au : Comité de Défense de la Révolution Espagnole, Ancien Hôpital, rue du Maréchal-Foch, Perpignan.

## UNE CONFÉRENCE DE GASTON LEVAL

## Comment la C.N.T. conçoit la reconstruction économique de l'Espagne

Le Colisée de Barcelone, notre camarade Gaston Leval a fait la seconde conférence de la série de celles qui doivent être prononcées chaque dimanche et diffusées à la Radio C.N.T. par les soins de l'Office de propagande C.N.T.-F.A.I. En voici les éléments essentiels :

Tandis que les hordes fascistes attaquent furieusement Madrid et que des troupes étrangères débarquent sur le territoire espagnol, les partis politiques mènent contre la C.N.T. et le mouvement anarchiste une offensive ouverte. Nous y répondrons par un exposé clair, honnête et loyal de ce que la C.N.T. se propose de mener à bien.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

En Espagne, beaucoup d'ateliers et d'usines sont aux mains des travailleurs et dirigés par des comités de contrôle qui en assurent le travail. Dans les campagnes, on part, des collectivités sont créées.

Après six mois de guerre la Révolution ne peut prétendre avoir réalisé tous ses postulats. Il y a des situations transitaires, nous désirons les résoudre. Le principe fondamental du socialisme implique la disparition de la division de la société en priviléges et en misères, donc égalité éthique.

Notre camarade fait alors un historique saisissant de la crise qui pèse sur le monde et rappelle qu'au point de vue économique elle a déjà coûté plus que la guerre mondiale.

Cette crise est accompagnée par une recrudescence du militarisme dans le monde, nationalismes économiques et politiques partout ; résultat : la misère.

Beaucoup d'hommes publics ont répandu l'erreur que l'Espagne est par elle-même un pays riche. C'est une nation essentiellement pauvre pour obtenir de l'effort humain un rendement sérieux. D'où, nécessité du socialisme.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

Ensuite, beaucoup d'ateliers et d'usines sont aux mains des travailleurs et dirigés par des comités de contrôle qui en assurent le travail. Dans les campagnes, on part, des collectivités sont créées.

Après six mois de guerre la Révolution ne peut prétendre avoir réalisé tous ses postulats. Il y a des situations transitaires, nous désirons les résoudre. Le principe fondamental du socialisme implique la disparition de la division de la société en priviléges et en misères, donc égalité éthique.

Notre camarade fait alors un historique saisissant de la crise qui pèse sur le monde et rappelle qu'au point de vue économique elle a déjà coûté plus que la guerre mondiale.

Cette crise est accompagnée par une recrudescence du militarisme dans le monde, nationalismes économiques et politiques partout ; résultat : la misère.

Beaucoup d'hommes publics ont répandu l'erreur que l'Espagne est par elle-même un pays riche. C'est une nation essentiellement pauvre pour obtenir de l'effort humain un rendement sérieux. D'où, nécessité du socialisme.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

Ensuite, beaucoup d'ateliers et d'usines sont aux mains des travailleurs et dirigés par des comités de contrôle qui en assurent le travail. Dans les campagnes, on part, des collectivités sont créées.

Après six mois de guerre la Révolution ne peut prétendre avoir réalisé tous ses postulats. Il y a des situations transitaires, nous désirons les résoudre. Le principe fondamental du socialisme implique la disparition de la division de la société en priviléges et en misères, donc égalité éthique.

Notre camarade fait alors un historique saisissant de la crise qui pèse sur le monde et rappelle qu'au point de vue économique elle a déjà coûté plus que la guerre mondiale.

Cette crise est accompagnée par une recrudescence du militarisme dans le monde, nationalismes économiques et politiques partout ; résultat : la misère.

Beaucoup d'hommes publics ont répandu l'erreur que l'Espagne est par elle-même un pays riche. C'est une nation essentiellement pauvre pour obtenir de l'effort humain un rendement sérieux. D'où, nécessité du socialisme.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

Ensuite, beaucoup d'ateliers et d'usines sont aux mains des travailleurs et dirigés par des comités de contrôle qui en assurent le travail. Dans les campagnes, on part, des collectivités sont créées.

Après six mois de guerre la Révolution ne peut prétendre avoir réalisé tous ses postulats. Il y a des situations transitaires, nous désirons les résoudre. Le principe fondamental du socialisme implique la disparition de la division de la société en priviléges et en misères, donc égalité éthique.

Notre camarade fait alors un historique saisissant de la crise qui pèse sur le monde et rappelle qu'au point de vue économique elle a déjà coûté plus que la guerre mondiale.

Cette crise est accompagnée par une recrudescence du militarisme dans le monde, nationalismes économiques et politiques partout ; résultat : la misère.

Beaucoup d'hommes publics ont répandu l'erreur que l'Espagne est par elle-même un pays riche. C'est une nation essentiellement pauvre pour obtenir de l'effort humain un rendement sérieux. D'où, nécessité du socialisme.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

Le travail de la terre. Et du point de vue géologique une grande superficie est difficilement cultivable. Vingt-cinq pour cent du territoire national suivant les économistes est impropre à l'agriculture. Insuffisance de pluie manifeste, sécheresse, mais inondations en hiver. D'où misère dans de nombreuses régions et dégénération complète de la race dans certaines d'entre elles.

La vie est une vaste unité, poursuit-il, nous manquons des produits des territoires occupés par les factieux. Et ceux-ci sont encore plus privés particulièrement des fruits, primeurs, riz du Levant. Nous avons besoin les uns des autres. Mais il faut éviter la lutte des régions entre elles, les mines de fer d'Almeria ne doivent pas faire concurrence à celles de Vizcaya. Et le producteur de riz de Tarragone ne doit pas concurrencer celui de Murcie. Nous voulons éviter cela car il faut que la structure de la société soit d'accord avec ses nécessités.

Nous défendons dans l'industrie l'organisation de syndicats d'industries, lessquels à leur tour formeront la Fédération d'Industries. Celles-ci seront liées entre elles par le Conseil National Economique.

Et nous préconisons une unification et coordination dans le domaine agricole, qui répond aux nécessités de la population, d'où création de fédérations similaires.

La Direction du travail devra revenir ainsi aux mains des travailleurs. Nous n'avons pas confiance dans les partis politiques qui affirment qu'il faut montrer son savoir-faire.

Et ceux-ci sont encore plus privés particulièrement des fruits, primeurs, riz du Levant. Nous avons besoin les uns des autres. Mais il faut éviter la lutte des régions entre elles, les mines de fer d'Almeria ne doivent pas faire concurrence à celles de Vizcaya. Et le producteur de riz de Tarragone ne doit pas concurrencer celui de Murcie. Nous voulons éviter cela car il faut que la structure de la société soit d'accord avec ses nécessités.

Nous défendons dans l'industrie l'organisation de syndicats d'industries, lessquels à leur tour formeront la Fédération d'Industries. Celles-ci seront liées entre elles par le Conseil National Economique.

Et nous préconisons une unification et coordination dans le domaine agricole, qui répond aux nécessités de la population, d'où création de fédérations similaires.

La vie est une vaste unité, poursuit-il, nous manquons des produits des territoires occupés par les factieux. Et ceux-ci sont encore plus privés particulièrement des fruits, primeurs, riz du Levant. Nous avons besoin les uns des autres. Mais il faut éviter la lutte des régions entre elles, les mines de fer d'Almeria ne doivent pas faire concurrence à celles de Vizcaya. Et le producteur de riz de Tarragone ne doit pas concurrencer celui de Murcie. Nous voulons éviter cela car il faut que la structure de la société soit d'accord avec ses nécessités.

Nous défendons dans l'industrie l'organisation de syndicats d'industries, lessquels à leur tour formeront la Fédération d'Industries. Celles-ci seront liées entre elles par le Conseil National Economique.

Et nous préconisons une unification et coordination dans le domaine agricole, qui répond aux nécessités de la population, d'où création de fédérations similaires.

La vie est une vaste unité, poursuit-il, nous manquons des produits des territoires occupés par les factieux. Et ceux-ci sont encore plus privés particulièrement des fruits, primeurs, riz du Levant. Nous avons besoin les uns des autres. Mais il faut éviter la lutte des régions entre elles, les mines de fer d'Almeria ne doivent pas faire concurrence à celles de Vizcaya. Et le producteur de riz de Tarragone ne doit pas concurrencer celui de Murcie. Nous voulons éviter cela car il faut que la structure de la société soit d'accord avec ses nécessités.

Nous défendons dans l'industrie l'organisation de syndicats d'industries, lessquels à leur tour formeront la Fédération d'Industries. Celles-ci seront liées entre elles par le Conseil National Economique.

Et nous préconisons une unification et coordination dans le domaine agricole, qui répond aux nécessités de la population, d'où création de fédérations similaires.

La vie est une vaste unité, poursuit-il, nous manquons des produits des territoires occupés par les factieux. Et ceux-ci sont encore plus privés particulièrement des fruits, primeurs, riz du Levant. Nous avons besoin les uns des autres. Mais

## LES IDEES ET LES FAITS

UN FASCISTE  
A LA « BANQUE DE FRANCE »

Lemaire-Dubreuil, président de la Fédération nationale des Contribuables, et membre du nouveau conseil de la Banque de France a prononcé samedi à Nantes un grand discours dans lequel il annonça « la faillite du régime actuel ». Faillite internationale puisque la guerre est à nos portes et que « ceux qui, il n'y a pas longtemps encore, refusaient de voter le budget de la Défense nationale sont entrés dans une course aux armements ruineuse pour le pays. »

Faillite financière qui se chiffre d'après 45 milliards de déficit budgétaire. Faillite sociale enfin puisque « les classes moyennes sont écrasées tandis que la hausse des prix a dévoré les augmentations de salaires des ouvriers. »

Dans ce discours, le brillant nouveau conseiller de la Banque de France oublie de citer ne serait-ce que pour mémoire la situation internationale financière et sociale d'un patronat de combat qui avait que les augmentations de salaires eussent fait sentir leur effet sur les prix de revient, avant même les grèves de juin avaient majoré leurs prix dans des proportions dépassant 10 et 15 % en prévision des troubles financiers et sociaux qui ne manqueraient pas d'accompagner la montée du Front populaire au pouvoir.

C'est à ce patronat que nous demandons des comptes. Si la guerre presse, si la faillite s'annonce, la responsabilité n'en incombe à personne d'autre qu'au patronat criminel, et si Blum supporte une responsabilité terrible c'est de s'être constitué en serviteur de cette bourgeoisie qu'il avait mission d'abattre.

Quant à la Banque de France, devenue sur le papier Banque de la France, elle s'est donné là fantaisie à sa première assemblée comprenant 800 actionnaires — au lieu des 200 — sur 40 000 porteurs, d'être à son conseil un adversaire de l'expérience Blum, un porte-parole des fascistes, un spécialiste des déclarations et des révélations tapageuses, ce même Lemaire-Dubreuil qui exposait tout crûment voici quelques jours une des nombreuses escroqueries qui sont les procédés de tous les gouvernements, et cela en se servant de son titre, tandis que le ministre des Finances affirmait simplement en réponse que « les arguments invoqués sont inexact et les conclusions complètement dénuées de tout fondement. »

Mais le conseiller n'en continuera pas moins ses révélations et ses discours, et le gouvernement à s'enferrer dans des réponses dénuées elles-mêmes de tout fondement.

## LE VOYAGE DE WASHINGTON

L'accord monétaire tripartite qui précéda la dévaluation se continue politiquement, et un rapprochement économique franco-anglo-américain, qui inquiète si fort l'Allemagne, se consolide. La nomination de G. Bonnet au titre d'ambassadeur de France à Washington est le signe d'un rapprochement entre la France et les Etats-Unis auquel l'Angleterre prend partie par l'intermédiaire de sir Otto Niemeyer et M. Walter Runciman, administrateur de la Banque d'Angleterre et ministre de la Couronne.

La question allemande doit être débattue, et sur les vues américaines concordent avec celles

des mandants français et anglais, il doit en résulter en principe un desserrement du blocus qui étouffe l'Allemagne. Celle-ci qui connaît les méandres de la diplomatie, et qui sait quel sacrifice serait pour le capitalisme anglais et français la réintroduction de l'Allemagne au soleil international, suit d'un œil inquiet l'approche des départs et louvoie avec sa complice italienne pour faire payer cher ses incartades de conduite.

Il faut à tout prix que l'Allemagne sorte du blocus économique que lui impose sa politique de réarmement intensif, elle sollicite des puissances intéressées des ouvertures de crédit sous une forme directe ou détournée en alimentant par exemple son commerce national et son industrie par des matières premières non frappées d'un impôt anglais ou français, en puisant elle-même à la source une richesse qu'elle est bien décidée à obtenir coûte que coûte.

Il n'est plus possible à l'imperialisme allemand de reculer son entrée dans la compétition mondiale.

## LA REFILATION ET LES GREVES

Ce qu'on appelle l'expérience Blum est basé sur cette mathématique bien simple qu'un prélevement sur une masse d'affaires est proportionnel au volume de ces affaires, le taux restant fixe, et que l'impôt levé sur une économie vivifiée devait permettre d'équilibrer le budget. C'est-à-dire de donner en plus d'une sécurité matérielle une assurance psychologique à une reprise plus considérable encore jusqu'à disparition complète de la crise.

Les grèves ont donné une entorse à la combinaison, et si le relèvement des prix a donné à l'exploitation une marge bénéficiaire qui permet de supporter des charges fiscales maintenues ou accrues, le volume décroissant de la production par contre a diminué proportionnellement la masse du prélevement, et l'équilibre budgétaire s'annonce de plus en plus difficile par suite de difficultés possibles dans les rentrées fiscales.

D'autre part la volonté ouvrière d'appliquer aux salaires la courbe du relèvement des prix ne laisse guère de chances à l'expérience de refutation, en ce qui concerne du moins le patronat que la diminution du profit inquiète et que la combativité ouvrière lui interdit de limiter comme il le voudrait.

Donc, production réduite ou moins profitable, le patronat n'enverra pas un sou de plus aux caisses de l'Etat, sa production ne bougeant pas, ou s'accroissant il en verra diminuer le profit et demandera à l'Etat d'abaisser le taux du prélevement fiscal.

Pour nous qui voulons que réellement les riches paient avec leurs profits et non avec la sueur des ouvriers ou l'argent de l'Etat, nous demandons que les augmentations de salaires, qui peuvent et doivent dans un régime de contrôle ouvrier alimenter les recettes du budget, ne soient pas compensées par une augmentation de travail pour combler un petit creux dans la caisse des riches.

Les possédants doivent payer en argent et en bien-être pour le travailleur, à l'atelier, tous les frais d'une expérience dont nous n'attendons certes rien de bien, mais que nous utilisons comme une marche avec la prétention inébranlable qu'elle sera plus haute que celle que nous venons de quitter.

LUC DAURAT.

Lagorette, du cirque S.F.I.O. présente son numéro comique au milieu d'un charivari indescriptible.

Il demande aux chômeurs de défendre le gouvernement pour tout ce qu'il n'a pas fait pour eux et pour tout ce qu'il leur promettait.

La note réaliste est donnée par un délégué de l'École Nord Africaine qui expose les misères dont ses frères indigènes souffrent sous le régime du front populaire comme les gouvernements précédents. Il adresse un pressant appel à la solidarité prolétarienne.

Le Révérend père Franson terminait cette première partie du programme en préchant pour la constitution d'une congrégation unique de vieux travailleurs qui adressaient au Très Saint Père Léon des prières et des litanies pour que la maine bienfaisante tombe du ciel capitaliste en faveur des vieilles bretches usées et tordues par leurs bergers, lesquels refusent de les nourrir sous prétexte qu'elles ne donnent plus de lait.

Enfin des acclamations, des cris annoncent le retour de la délégation partie à la présidence du Conseil sous le commandement d'Henaff pour y chercher la modeste croûte qui permettrait aux chômeurs d'attendre les effets bienfaisants de la Grande Réforme.

Un grand espoir plane sur l'immense assemblée. Aussi c'est une formidable clameur qui exprime la stupeur de ces affâmes quand Peyrat explique que la délégation n'a pas été reçue par le sublime Blum, mais par un sous-sûre, qui ne pouvait qu'enregistrer, afin de les transmettre à son auguste Maître, les désiderables présentés par les délégués.

Des cris : « A l'Action » s'élèvent de toutes parts. Henaff doit déployer toute sa science dans l'art de manœuvrer les foules ouvrières pour calmer les chômeurs en obtenant par un vote à mains levées une résolution donnant pouvoir à la délégation de continuer les pourparlers à charge de publier chaque jour un compte rendu de son activité et d'obtenir sous huitaine le relèvement de 30 % du taux d'allocation avec rappel à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Bossus, croit, lui aussi, devoir intervenir et rappeler les paroles historiques de notre grand Thorez, disant « qu'il fallait savoir terminer une grève », déclaré aux chômeurs qu'il fallait savoir terminer une manifestation. Notre général Bossus n'oublierait qu'un point, c'est que pour terminer une manifestation, il faut d'abord l'assembler.

Et l'Assemblée se dispersa... H. GEUFFROY

## REVOLTANTE PROVOCATION

Nous apprenons d'autre part que le meeting a été l'occasion de provocations ignobles de la part de certains membres du service d'ordre. C'est ainsi que deux de nos camarades qui voulaient vendre le *Libertaire* à la porte du meeting, sur la chaussée, se virent menacés et insultés par quelques séides trop zélées du P. C.

Ces prétextes camarades, oubliant qu'ils avaient affaire à des chômeurs comme eux, prétendent avec force insultes nous interdire la vente de notre journal, cependant que le *Cri du Chômeur*, la *Russie d'aujourd'hui* et le *Réveil du Combattant* — tous trois comme par hasard d'obéissance stalinienne, et à l'exclusion de tous autres ! — étaient librement criés ! C'est sans doute que leurs chefs entendent par la nouvelle formule : *Unit, unit, unit*. Il est vrai qu'elle ne s'adresse qu'aux croix-de-feu, bourgeois moyens, et autres catoliques à l'exclusion des ouvriers chômeurs, qui n'acceptent pas les directives du grand Staline...

CA-AU.

## AVIS IMPORTANT

Les camarades chômeurs sont priés de passer au *Libertaire*.

L'EXPÉRIENCE  
BLUM

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Des planistes qui, depuis, se font entendre à la T.S.F. prétendent que le Gouvernement issu du suffrage universel allait porter le coup de poche au régime, mais tout ceci n'était qu'hypothèse avant la constitution du Gouvernement Blum.

## LES GREVES DE JUIN

Pour la classe ouvrière la victoire électorale de mai dernier n'était ni plus ni moins que le prélude d'un changement profond du régime. Le fameux « coup de poche » dont on parlait tant allait être porté.

Les métallurgistes parisiens qui occupent les usines ne pouvaient pas se figurer que leur action allait contrarier les théoriciens qui préchaient la nécessité de la disparition du régime capitaliste par la conquête du pouvoir. Cependant, tout comme les sociaux-démocrates allemands en 1919, les marxistes français furent plus émboîtés par l'occupation des usines que les patrons eux-mêmes. Au lieu d'exploiter l'enthousiasme populaire et pousser à une profonde transformation des rapports sociaux d'autant plus qu'il tenait les leviers de commande, le gouvernement Blum employa tout son influence morale à faire reculer la classe ouvrière. Les congés payés, les 40 heures, le contrat collectif imposé par l'action directe, servirent d'arguments supérieux aux politiciens pour faire évacuer les usines sans garantie suffisante. Au lieu d'imposer la gestion ouvrière de la production, les marxistes firent pression sur les grévistes pour les amener à se contenter de vagues parades et contrats dont l'application est plus que problématique.

Les ouvriers métallurgistes du Nord ont éprouvé à leurs dépens l'efficacité de cette tactique stupide. Ils ont payé, par les privations, cinquante années d'erreurs et de croyance à la légalité bourgeoise. L'arbitrage obligatoire, qu'aucun gouvernement bourgeois ne pouvait espérer imposer, est un fait. La classe ouvrière se verra bientôt obligée de lutter contre cet instrument monstrueux de division ouvrière.

Quant aux représentants marxistes au gouvernement, ils se contentent de demander le vote de ces lois au Parlement.

Ils oublient que la social-démocratie austro-allemande avait fait la même chose en

1919 (voir la constitution de Weimar, etc.) pour forcer les ouvriers à se dessaisir de la production qu'ils avaient mise entre les mains des comités d'usine.

LA NATIONALISATION  
DU CREDIT, ETC.

Dans le programme du Front Populaire, aussi bien que dans les écrits des marxistes, il est dit que le gouvernement populaire nationalisera le crédit pour enlever aux puissances d'argent un des plus terribles leviers de commande. Il était question également de la nationalisation des assurances, etc. Depuis l'arrivée au pouvoir du Gouvernement Blum, on ne parle plus de cette « formidable » réforme. Le statut de la Banque de France, si l'on offre quelques sincères avantages, ne change rien dans les rapports entre les différents éléments de la production capitaliste. Les « puissances d'argent » opèrent toujours par l'entremise des hommes comme Karl Marx, Kropotkin, Jaurès, dans la diffusion des idées. Aussi le rôle des intellectuels doit être assez important dans le domaine de la propagande. Quels sont les motifs qui amènent les jeunes étudiants à la J.A.C. ? Il y en a un surtout : ils forment à l'heure actuelle une catégorie d'exploitaires tout comme les ouvriers. Les débouchés pour eux se ferment de plus en plus. Ceux qui ont cédé au mirage des professions libérales, croyant que la possession d'un diplôme suffit pour résoudre la question du chômage, ceux qui ayant commencé leurs études ne veulent pas en perdre les fruits, ceux-là sont désillusionnés chaque jour. De plus, se rendant compte que seuls les travailleurs sont capables de faire quelque chose de révolutionnaire, que les partis sont un trompe-l'œil, ils viennent à l'anarchie par curiosité et y restent par conviction. Étant révolutionnaires sincères, ils mettent leur confiance en les ouvriers et doivent jouer un rôle dans la lutte anarchiste.

La lutte sournoise contre la classe ouvrière aboutit à la dévaluation du franc.

Comme on devait s'y attendre, la dévaluation était une des pièces principales du jeu du capitalisme. Faire faire la dévaluation par un gouvernement socialiste, c'est mécontenter les classes moyennes et la classe ouvrière, c'est semer le trouble dans les esprits, c'est préparer la base des troubles sociaux, c'est pousser les socialistes à la défense outrancière des priviléges capitalistes et les compromettre définitivement devant la classe ouvrière par l'organisation de la vie chère.

La dévaluation a non seulement englouti les maigres avantages gagnés par l'action directe en juin, mais elle a aussi provoqué une hausse des prix de près de 35 %, ce qui diminue le pouvoir d'achat des masses. Malgré le ballon d'oxygène, l'économie capitaliste se refuse à absorber le chômage. Les indices de la production montent, celui du chômage reste stationnaire. C'est que les perfectionnements de la technique permettent à la machine capitaliste de tourner à plein sans reprendre la main-d'œuvre éliminée.

## CONCLUSION

Il ressort de cette courte étude de l'expérience Blum que les marxistes français marchent sur les traces de leurs frères austro-allemands. Ils n'ont rien appris des catastrophes germaniques, sinon à mieux tromper la confiance de la classe ouvrière.

L'économie mixte apparaît, même aux plus fidèles disciples de Marx, comme une utopie irréalisable. Le gouvernement Blum craint que des velléités, même d'application, des fameux plans, soit de nature à provoquer des secousses sociales. Il se contente donc de suivre les sentiers battus du parti radical.

La politique du Gouvernement Blum semble le découragement dans les rangs de la classe ouvrière et menace de provoquer des dérives qui ne pourront être profitables qu'au fascisme.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser abattre par la politique bourgeoise des marxistes. Elle doit préparer elle-même son émancipation, l'heure du syndicalisme sera bientôt.

V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>. — Tous les jeudis à 20 heures 30 avec l'U.A., 22, rue Brocca.

VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup>. — Les camarades désirant former un groupe J.A.C. sont priés d'écrire à Ringers.

IX<sup>e</sup>. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U.A.

X<sup>e</sup>. — Mercredi 20, réunion, 9, rue de Bondy, à 20 h. 30.

XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. — Tous les vendredis, 170, faubourg Saint-Antoine, à 8 h. 45.

CHARLES ROBERT.

## Jeunesse Anarchiste A anarchiste C communiste

## La Jeunesse intellectuelle

En raison de l'embourgeoisement de plus en plus accentué des partis de gauche et d'extrême-gauche, en raison aussi de la propagande sans cesse plus active de la Jeunesse Anarchiste, nous voyons venir à nous pas mal d'éléments nouveaux. Parmi ceux-ci des étudiants et lycéens. Quel rôle ont à jouer dans les organisations ouvrières ?

Nous répondrons : un rôle assez important. On s'est toujours méfié dans les milieux anarchistes des intellectuels et tout particulièrement des universitaires. Le premier reproche adressé était leur « girouettisme ». S'intéresser à tous les détails d'un mouvement, il arrivait qu'ils perdent de vue l'ensemble de sa lutte. Aussi, dès que, pour une cause quelconque, l'idée semblait évoluer, c'était une émigration massive des purs. Si l'idée restait fixe, les anarchistes eux qui évoluaient.

Nogent : Tous les jeudis, à 21 h., chez Chavillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

Colombes : Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

La Courneuve : Tous les mardis salle de la Renaissance, 107, route de Flandre, à 21 h.

Livry-Gargan : Tous les camarades disponibles rassemblés samedi à 8 h. 30. Place de la Mairie de Livry, pour aller à Villeparisis, place du Marché.

Nogent : Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Pré-Saint-Gervais : Réunion tous les jeudis, 49, rue de la Crustillerie.

Alger : Pour la formation d'un groupe, écrire à André Vaillant, chez Mme Cometta, 61, rue Rovigo, Alger.

Angoulême : Tous les mercredis soir, à 20 h. 45, salle Francisco Ferrer, Maison du Peuple.

Pour la formation de groupes dans la région, s'adresser à Pierre Maxelot, 365, rue de Périgueux, à Angoulême.

Marseille : Le groupe « Jeunesse libertaire » se réunit le jeudi, à 18 h. 30, bar Chez-Vous.

Marseille : Les Jeunes se réunissent tous les jeudis à 18 heures au bar Chez-Vous, cours Léonard, coin rue Château-Régin, ceci pour les adhésions, et tous les dimanches matin à 8 h. 30, Provençal, pour prendre le matériel et trailler.

St-Henri-Vallée-de-Séon : Pour tout ce qui concerne le groupe des Jeunes anarchistes, s'adresser au camarade Couissinier fils, 85, rue Rabelais, St-Henri.

Tunis : Un groupe est en formation ; écrire à Ringas, au « Libertaire ».

## VOIX DE PROVINCE

Nous rappelons à nos correspondants de cette rubrique que leurs communications doivent porter surtout sur des faits locaux, à l'exclusion des développements politiques et doctrinaires qui ont leur place dans les autres pages du journal. Ceci dit pour la raison principale que l'esthétique de notre format et du nombre des pages joints à l'abondance des communiqués nous contraint à nous servir tous un peu pour faire de la place à tout le monde.

## CHATEAU-THIERRY

La Conférence Sébastien-Faure

Nos vaillants camarades Sébastien Faure a fait samedi 16 janvier, salles des Conférences, une réunion sur « La haissance et la mort des Dieux » qui a réuni environ 300 auditeurs, assez joli chiffre pour une population de quelques milliers d'habitants.

Avec son talent et sa maîtrise habituelle, Sébastien Faure développa son sujet devant un auditoire attentif et sympathique qui ne lui manqua pas ses applaudissements.

Malgré la contradiction sollicitée personne ne se présenta et la réunion se termina de bonne heure, après que notre ami eut promis de revenir.

Nul doute que la prochaine conférence ne réunira encore un public plus nombreux.

En somme, bonne soirée pour la propagande.

Louis Radix.

## FEDERATION DU SUD-EST

Samedi 23, le groupe de Lyon organise une conférence, café de la Terrasse, 206, rue Paul-Bert. Notre camarade Fourcade traitera le sujet suivant : « Les anarchistes et l'Espagne ». Nous faisons un pressant appel à tous les sympathisants du quartier de la Villette.

## LYON-VAISE

Vendredi dernier le groupe de Vaise avait organisé une conférence de notre camarade Fourcade, sur « L'Anarchisme », salle Riviera, quart de l'industrie. Un grand meeting ayant lieu à la Bourse du Travail ce jour-là, la réunion n'eût pas le succès attendu. Néanmoins les camarades présents applaudirent son exposé et une collecte faite au profit de la bibliothèque du groupe rapporta 24 francs.

Dans le quartier de Vaise l'influence de l'U.A. grandit rapidement.

Les sympathisants qui désirent adhérer à notre groupe sont informés que les réunions ont lieu tous les jeudis au café Berne, 41, rue de Saint-Cyr. Le « Libertaire » est en vente au kiosque du Pont-Mouton; au Tabac Baily, 34, rue de Bourgogne; à la Papeterie, 12, Grande-Rue de Vaise et chez Plathier, 34, quai Jaiy.

## FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHONE

Dimanche 24 courant, assemblée générale de tous les délégués des groupes. Bar du Petit Poucet, importantes décisions à prendre. — Le secrétaire : A. PASCAL.

## MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

« L'Action directe »

Nous sommes heureux de signaler l'apparition d'un petit organ local de diffusion de nos idées éditée par nos camarades du groupe libertaire de Marseille-Saint-Antoine. Son titre est l'Action directe.

Quelques courts articles résument parfaitement nos théories et nos méthodes d'action et de propagande. Se présentant ainsi d'une façon claire et simple, il sera un excellent instrument de propagande anarchiste.

En félicitant nos camarades de leur heureuse initiative, souhaitons que celle-ci soit bientôt imitée un peu partout et que l'action directe ait rapidement des émules.

Après la mascarade du 9

Le Front populaire, la C. G. T. réformiste-bolchevique se trouvent actuellement dans une situation aussi embarrassante que ridicule.

Ces deux organismes prétendent, d'une part : conserver aux bourgeois la propriété individuelle du capital et de la terre.

D'autre part : assurer généreusement le bien-être du travailleur et son droit à la jouissance intégrale des fruits de son labour.

Pauvre travailleur, comme tous ces mauvais bergers te trompent.

Samedi 9 courant, ils l'ont fait processionner de la nouvelle bourse à la Préfecture derrière le cercueil des 48 heures qu'entouraient quelques types habillés en chiens-assis.

Ils ont fait chanter la « Marseillaise » sur la Canébière.

Ils ont fait dire merci au préfet, lorsque c'est tout qui en juin; par ton action directe a conquise les 40 heures.

Et à la tête de cette mascarade indigne de l'honneur ouvrier, il y avait Nédejeb l'homme qui ne connaît pas la C.N.T., qui au cours de son voyage en Espagne, n'a absolument rien vu de la C. N. T. (les bons bougres de Saint-Antoine se rappellent cette affirmation).

A. R.

## PAU

Pour la Constitution d'une Fédération Anarchiste Pyrénées

Les camarades et sympathisants de Pau, Tarbes, Bayonne, Biarritz, Orthez, Oloron, Dax, etc., sont invités à se mettre en relation avec Artigole, 5, rue Foch Pau (B. P.) en vue d'organiser une Fédération Anarchiste des Pyrénées pour coordonner son effort de propagande anarchiste, meeting et assistance à nos camarades espagnols.

## TOULOUSE

Pour les Orphelins d'Espagne

Le groupe Orion Fernandez organise pour l'Espagne, le samedi 30 janvier, une grande soirée dansante au profit des petits orphelins victimes du fascisme avec un orchestre espagnol composé des meilleurs musiciens de Toulouse. En plus, nous nous assurons la présence de trois vedettes danseuses des théâtres de Barcelone et de Madrid ; le concours de Mlle Juchère, du grand théâtre de Lyon, est assuré. Nous envisageons de lancer prochainement une affiche faisant appel à la solidarité du peuple toulousain et ensuite de créer un centre de ravitaillement.

Jean Martin.

## TRELAZE

Fédération Anarchiste de l'Ouest

La Fédération anarchiste de l'Ouest est en marche, bien qu'elle fonctionne. Aussi, nous lançons un appel pressant aux camarades brevetés pour former un groupe anarchiste dans notre petit pays, groupe qui, uni à ceux d'Angers et de Saumur, permettra de travailler efficacement dans la région.

Camarades, venez nombreux le dimanche 31 janvier 1937, salle de la Coopérative, à Trélazé, assister à cette première réunion de formation.

Gaston Mahiet.

## GROUPE DE CLICHY

GRAND MEETING, POUR LES NORD-AFRICAINS, ORGANISE PAR LE GROUPE ANARCHISTE

à la salle municipale de Clichy (3<sup>e</sup> étage) 115, rue Henri-Barbusse

LE MARDI 26 JANVIER, à 20 h. 30

Orateurs : Saïf Mohamed, Frémont et un camarade de la C. G. T. S. R.

REALISATIONS DE LA C. N. T.

## PARIS-BANLIEUE

## PARIS IX

## Les Révolutionnaires au pied du mur

Comme suite à des propositions d'action commune aux organisations antifascistes du 9<sup>e</sup> et dont le front anarchiste du 9<sup>e</sup> est le premier initiateur, nous portons devant les ouvriers les faits suivants :

Le parti communiste, le parti socialiste, les J.E.U.N.E.S., les J.S.R., la L.I.C.A. et les organisations du 9<sup>e</sup> antifascistes ont été prévus en temps et en heure pour l'organisation du Front Révolutionnaire, il en est qui ont agi selon les conceptions de la lutte infranationale de classes, ceux-là nous anarchistes nous jurons de les défendre. Quant aux caméleons qui, pour des raisons politiques n'ont pas encore dénigré leur nom, nous connaissons, nous les cloisons au pilori, les ouvriers du 9<sup>e</sup> jugeront où sont les défenseurs de la classe exploitée.

Nous nous adressons aux ouvriers socialistes et communistes et aux groupes qui vont chez la Rocque et Doriot et nous leur disons : camarades, c'est chez nous que sont les principes, l'action et l'organisation de la fraternité humaine, venez à nous.

Déjà les camarades des J.E.U.N.E.S. ont accepté nos propositions.

Jointons que les autres organisations prévues n'ont pas répondu à la convocation, nous aurons sous peu l'occasion de montrer aux ouvriers comment il est possible de démasquer les dégénérés, même lorsqu'ils sont parés des titres révolutionnaires les plus rouges. Au pied du mur nous verrons les magons.

Aux ouvriers de toutes tendances de conclure et de venir renforcer notre groupe qui devient de plus en plus fort.

Pour le groupe de l'U.A. 9<sup>e</sup>

F. Beautes.

GROUPE DU XVII<sup>e</sup> SAINT-OUEN

JEUDI 28 JANVIER, à 20 h. 30  
au restaurant, 100, rue Cardinet  
(salle du fond)

Ce que j'ai vu à Barcelone  
et sur le front de Saragosse

par Saïf Mohamed

participation aux frais : 1 fr. Chômeurs 0 50

## AULNAY-SOUS-BOIS

Tandis que sur le front, les miliciens se battent contre les hordes du fascisme international, les ouvriers et les paysans restés à l'usine et aux champs édifient un monde nouveau. De l'effort magnifique de nos frères d'Espagne se dégagent des enseignements que doivent retenir les travailleurs de tous les pays.

Sébastien Faure mettra en valeur quelques-uns de ces enseignements à la conférence publique et contradictoire qui aura lieu le samedi 30 janvier à 20 h. 30.

Pour le Groupe Anarchiste d'Aulnay-sous-Bois. — Saïf Mohamed.

## GROUPE ANARCHISTE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Samedi 30 janvier, à 20 h. 30,  
salle Truelle, avenue Jeanne-d'Arc

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE  
ET CONTRADICTOIRE  
par Sébastien Faure

SUR LA REVOLUTION EN ESPAGNE  
ET LES ENSEIGNEMENTS QU'ELLE COMPORTE

## GENTILLY

« Le Libertaire » au conseil municipal

L'article passé sur le scandale du 38 de la rue du Parc a eu les honneurs de la discussion au dernier conseil municipal. M. le maire a été obligé de reconnaître que ce qui avait été cité était l'expression de la vérité. Il a ensuite ajouté que les chômeurs n'étaient pas intéressants, qu'ils avaient une queue de vache dans la main et que les pas-contenus devaient savoir qu'il chauffait du 45... pour les servir.

Voilà bien des arguments révolutionnaires; heureusement, nous sommes quelques-uns qui avons compris qu'avant les élections nous étions intéressants mais après, nous sommes des faîneants. Nous nous rendons clairement compte maintenant que tous les charlatans, une fois en place, se foulent pas mal de notre misère et que notre émancipation ne peut être que notre œuvre propre. « Le Libertaire » nous défend, camarades, lisez le « Libertaire ». — Un groupe de chômeurs pas contents

Après la mascarade du 9

Le Front populaire, la C. G. T. réformiste-bolchevique se trouvent actuellement dans une situation aussi embarrassante que ridicule.

Ces deux organismes prétendent, d'une part : conserver aux bourgeois la propriété individuelle du capital et de la terre.

D'autre part : assurer généreusement le bien-être du travailleur et son droit à la jouissance intégrale des fruits de son labour.

Pauvre travailleur, comme tous ces mauvais bergers te trompent.

Samedi 9 courant, ils l'ont fait processionner de la nouvelle bourse à la Préfecture derrière le cercueil des 48 heures qu'entouraient quelques types habillés en chiens-assis.

Ils ont fait chanter la « Marseillaise » sur la Canébière.

Ils ont fait dire merci au préfet, lorsque c'est tout qui en juin; par ton action directe a conquise les 40 heures.

Et à la tête de cette mascarade indigne de l'honneur ouvrier, il y avait Nédejeb l'homme qui ne connaît pas la C.N.T., qui au cours de son voyage en Espagne, n'a absolument rien vu de la C. N. T. (les bons bougres de Saint-Antoine se rappellent cette affirmation).

A. R.

Les camarades et sympathisants de Pau, Tarbes, Bayonne, Biarritz, Orthez, Oloron, Dax, etc., sont invités à se mettre en relation avec Artigole, 5, rue Foch Pau (B. P.) en vue d'organiser une Fédération Anarchiste des Pyrénées pour coordonner son effort de propagande anarchiste, meeting et assistance à nos camarades espagnols.

Pour les Orphelins d'Espagne

Le groupe Orion Fernandez organise pour l'Espagne, le samedi 30 janvier, une grande soirée dansante au profit des petits orphelins victimes du fascisme avec un orchestre espagnol composé des meilleurs musiciens de Toulouse. En plus, nous nous assurons la présence de trois vedettes danseuses des théâtres de Barcelone et de Madrid ; le concours de Mlle Juchère, du grand théâtre de Lyon, est assuré. Nous envisageons de lancer prochainement une affiche faisant appel à la solidarité du peuple toulousain et ensuite de créer un centre de ravitaillement.

Jean Martin.

Fédération Anarchiste de l'Ouest

La Fédération anarchiste de l'Ouest est en marche, bien qu'elle fonctionne. Aussi, nous lançons un appel pressant aux camarades brevetés pour former un groupe anarchiste dans notre petit pays, groupe qui, uni à ceux d'Angers et de Saumur, permettra de travailler efficacement dans la région.

Camarades, venez nombreux le dimanche 31 janvier 1937, salle de la Coopérative, à Trélazé, assister à cette première réunion de formation.

Gaston Mahiet.

## NOUS QUI S'EN VONT

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Paul Fournier.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades, Joseph Marhafé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'â

**Au congrès de l'Union des syndicats de la Seine, les syndicalistes défendront l'indépendance du mouvement ouvrier menacée par l'empire bolchevique.**

**Avant le Congrès de l'Union des Syndicats**

Ainsi donc les rapports qui permettent de juger de l'activité passée et future de l'Union, ces rapports sont enfin distribués. Les bureaucraties de la direction assurent même avoir pris toutes les mesures pour que les syndicats soient en possession de ce rapport un mois avant la tenue du congrès. La réalité est toute autre; quinze jours nous séparent de la date de ces grandes assises ouvrières. Rares sont les militants qui sont en possession des documents d'information; quant aux syndicats du rang visiblement, le fait de ne pas les renseigner devient une règle acquise. Il aurait été si facile de consigner une page du « Peuple » à reproduire tout au moins l'essentiel du compte-rendu.

Cela n'a pas été fait. Il ne faut pas que le syndicat lui-même sans passer par l'intermédiaire du secrétaire, puisse rendre compte de la situation. Toutefois, le « Libertaire » fera ce qu'il pourra pour extraire les idées essentielles à relever dans ces discussions au cours des assemblées générales, voire au congrès même.

A noter tout d'abord qu'après être donné par manque de louages les bureaucraties sont forcées de reconnaître qu'en juin ils furent débordés et emportés par la vague du prolétariat en mouvement. Voici en quels termes ils s'expliquent :

« Reconnaissions cependant que surpris par l'ampleur et la rapidité du mouvement, le travail n'a pu s'organiser avec suffisamment de méthode. »

La situation n'a pas permis l'organisation la plus rationnelle et la plus collective du travail de la direction.

« L'empirisme fut la règle. »

C'est bien la peine de se présenter en temps ordinaire comme l'élite dirigeante, faisant sonner bien haut ses qualités de « responsables » pour se laisser balancer comme des fétus de paille subissant les remous de la lutte ouvrière pendant les moments graves.

Mais maintenant les bureaucraties sont résassies; ils sentent que la masse n'est plus aussi passionnée qu'en juin; ils se permettent maintenant en fait de lutter contre la guerre de recommander sous l'église de la S. D. N. la politique d'« encerclement » (ils se servent de ce terme), de l'Allemagne; l'ensemble de ces explications ne laisse subsister aucun doute. Ainsi l'unité syndicale a peine opérée servira, avant tout à reprendre la politique des Poincaré et des Delcassé.

Rien d'étonnant que pour arriver à ce but les dirigeants de l'Union n'hésitent pas à redorer le blason de la S. D. N., cette « société de brigands » comme l'appelait Lénine. Voici le texte précis où ce point de vue s'affirme.

« L'Union des Syndicats Ouvriers de la Région Parisienne se prononce une fois de plus en faveur de la sécurité collective sous l'église de la S. D. N. pour le respect du droit international, pour le désarmement qui permettra le rapprochement à Genève de tous les peuples, le bloc et la chaîne efficaces de tous les pays contre les agresseurs éventuels. »

Ainsi les ouvriers parisiens venus en juin à l'Union croyant sincèrement qu'ils allaient avec elle faire de la lutte antiguerrière, les voilà embarqués et entraînés dans le fameux jeu diplomatique des alliances qui se termine toujours de la même façon sanglante.

Une farce analogue se répète à l'occasion de l'arbitrage. La direction de l'Union fixe comme un de ses buts que « soient résolus les conflits et mis fin à une agitation de grève et d'occupation qui ne saurait se prolonger sans danger. »

Les bureaucraties font, plantant un peu devant la masse, une petite concession. Tout en étant pour l'arbitrage et pour l'arbitrage obligatoire, ils essaient de chicaner sur la personnalité des arbitres. Ainsi ils ne veulent plus de magistrats incompétents; en effet, l'arbitrage de la grève de l'alimentation est encore présent à la mémoire de tous; mais les dirigeants veulent bien de la sentence d'un haut intendant militaire ou de celle de quelque « éminent », professeur. Comme si dans la carrière militaire ou dans celle des hautes écoles il ne fallait pas (à quelques rarissimes exceptions près) donner des gages de servilité envers la bourgeoisie pour arriver.

Les anarchistes parleront contre ces rapports dans les assemblées générales; ils préconisent de les repousser lors des votes. Cela permettra à un tout petit noyau de s'affirmer, de préparer sa position pour pouvoir au jour inévitable où le prolétariat brisera ceux qui l'illusionnent, ne plus répéter les erreurs néfastes de la collaboration avec les bourgeois, petits, grands ou moyens.

Voter contre ces rapports, c'est voter contre l'arbitrage obligatoire, contre la préparation morale de la guerre et c'est préparer la reprise du mouvement ascensionnel du prolétariat.

N. LENOIR.

**Chez les terrassiers**

Samedi 16 janvier se tenait au Vel d'hiv, une assemblée générale extraordinaire des terrassiers sur certaines élections syndicales contestées.

Ce meeting donna au secrétaire de la Fédération Arrachard, « terrassier en paroles », l'occasion de replacer les clichés qui servent dans les grandes occasions à calmer la colère ouvrière. Il faut s'écartier comme de la peste d'une action qui, par son manque de diplomatie risquerait de compromettre les plans à longue portée du gouvernement de Front populaire, à qui nous devons les vacances payées, les augmentations de salaires, etc. Pas un mot de la combativité ouvrière, du mécontentement grandissant des masses devant l'augmentation de la vie qui rend nécessaire une action (qu'on ne parle pas d'envisager bien entendu) pour de nouveaux rajustements de salaires.

On nous demande de patienter, de faire confiance à nos responsables qui ne veulent pas prendre de responsabilités, de leur permettre toutes les sales besognes en leur accordant la possibilité de cumuler les mandats politiques et syndicaux.

On demande aux terrassiers de sacrifier leur combativité et leur organisation syndicale à des combines dont ils n'ont jamais tiré que des déboires. A la minorité révolutionnaire de répondre en exposant aux camarades de la base la situation telle qu'elle est et la nécessité de la lutte.

Un groupe de terrassiers.

# Le libertaire syndicaliste

## Aux militants, la parole

Il n'est sans doute pas inutile d'insister sur l'importance du congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne, qui doit se tenir bientôt.

Par sa situation géographique, par l'importance de ses effectifs, conséquence de l'énorme concentration industrielle, le mouvement syndical de la région parisienne constitue la place forte de la lutte revendicative dont il est l'élément moteur; on l'a vu dans les grèves de juin. De ce fait les décisions qui seront prises concernant l'orientation et les méthodes de lutte ne manqueront pas d'avoir une sérieuse répercussion sur l'ensemble du mouvement ouvrier de ce pays.

Il convient donc que nos camarades se préparent à intervenir utilement dans les assemblées syndicales pour mandater leurs délégués conformément aux intérêts ouvriers.

Ces derniers seront, en effet, appelés à approuver ou à dénoncer la politique d'abdication et de capitulation poursuivie, au nom de la paix sociale et de l'union sacrée, par les dirigeants responsables.

Ils auront à approuver ou à dénoncer les méfaits de l'arbitrage obligatoire institué en accord avec le gouvernement et le patronat pour freiner les mouvements de grève et d'occupation qui se prolongent compromettent « l'union de la nation française ».

Ils auront à examiner les résultats obtenus par cette tactique dans tous les conflits où elle fut appliquée; résultat qui se caractérisent par autant d'échecs retentissants auxquels les travailleurs sont obligés de remédier, s'ils veulent obtenir satisfaction, par le recours à la grève et à l'occupation qu'on voulait leur faire abandonner.

Leur conclusion ne pourra donc être que le rejet pur et simple de l'arbitrage, comme moyen

de trancher les différends entre patrons et ouvriers, par des magistrats ou autres politiciens absolument ignorants des multiples éléments en présence et qui se place d'ailleurs sur un tout autre terrain que celui de l'intérêt ouvrier. C'est sans doute pourquoi leurs décisions sont sans appel. Quoiqu'il en soit, les délégués auront, en outre, à faire ressortir combien serait plus dangereuse encore l'application de cette méthode sous un gouvernement réactionnaire, qui saurait l'utiliser pour anéantir dans l'œuf toute légalité revendicative.

Ils rappelleront opportunément que la revendication de rajustement des salaires serait illustrée sans l'application de l'échelle mobile basée sur des indices contrôlés par les organisations ouvrières.

Ils auront également à s'élever contre les complicités de l'appareil syndical concernant les dérogations vraiment abusives accordées, dans l'application des 40 heures, à certaines industries de guerre sous prétexte de défense nationale. Les syndicalistes qui n'acceptent aucune tutelle politique ou gouvernementale, doivent exiger que les chômeurs cessent d'être ainsi sacrifiés. Ils doivent obtenir que l'application intégrale des 40 heures ait pour contrepartie la rétorsion du chômage par des mesures efficaces et non plus se contenter de vagues promesses.

Enfin, pour enrayer les manœuvres patronales et pour que soit envisagée l'extension des délégations d'atelier jusqu'au contrôle sur l'embauchage et le débauchage. Doit être également préconisée la réduction du temps de présence à l'entreprise pour poser les candidatures de délégués d'atelier, car cette disposition écartera de ces fonctions les camarades actifs, souvent les meilleurs militants, victimes de la

répression patronale. Ce ne sont pas là des questions de détail, mais au contraire des questions très importantes négligées par les directions syndicales qui trouvent que l'évitement des éléments combattifs facilite leur politique actuelle de concessions au patronat.

Cette politique d'« épuration » se poursuit d'ailleurs jusqu'au sein des organisations syndicales et des sections d'entreprises pour éliminer les généraux suspects de vouloir persister dans les méthodes d'action directe. En entrant dans le giron cégétiste les hommes de Moscou n'ont pas abdiqué leur prétention de domestiquer le mouvement syndical, bien au contraire, se faisant ils ambitionnaient d'étendre leur domination sur un champ plus large.

Cette pénétration se distingue d'ailleurs à chaque phrase du rapport d'activité où l'on retrouve les formules du vocabulaire bolchevik stalinien et où l'on peut lire, dans le passage où l'on fait l'apologie de la dictature stalinienne, qu'en URSS son avant-garde (du fascisme) est démasquée et liquidée (allusion au récent procès de Moscou).

Il est d'ailleurs incontestable que, à quelques nuances près, réformistes et contre-révolutionnaires communistes sont d'accord pour faire de la maison syndicale une église où le credo socialiste est démasqué et liquidé.

Souhaitons donc que des raps des énergiques et nécessaires des saines traditions du syndicalisme viennent troubler le concert de louanges ne manqueront pas, à cette occasion, de se décerner les bontes en exercice, pour se maintenir aux leviers de commande.

Peut-être ce pourra-t-il être la point de départ du redressement qui s'impose si l'on veut sérieusement consolider et étendre les conquêtes de juin.

N. FAUCIER.

## Manifeste de défense du syndicalisme lutte de classe

D'un groupe de militants syndicalistes qui compte d'ailleurs nombreux de nos amis, nous avons reçu le manifeste suivant que nous insérons bien volontiers :

Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Restant conscient de leur force, en masses ils ont rejoint la C.G.T.

Un moment débordé, le patronat s'est résolu. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme, lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndicats qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits.

Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme lutte de classes et d'action révolutionnaire, entendons mettre en garde les travailleurs organisés.

Pour la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités.

En conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte d'unité, loi commune pour chaque syndicat, nous affirmons notre volonté de défendre sur chaque des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C. G. T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organisations dirigeantes du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celle-ci à bien.

Notre plate-forme revendicative.

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'ateliers, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures;

b) L'amélioration de la procédure réglementant l'élection des délégués d'ateliers;

c) La lutte contre les affamés de la population laborieuse;

d) Le contrôle ouvrier préparant le monde du travail à la direction de la nouvelle économie en gestation;

e) La nationalisation effective des industries de guerre et industries clés, sans indemnité ni rachat;

f) Adversaires de toute mesure et législation visant à restreindre directement ou indirectement les moyens de défense des salariés contre le patronat, nous nous prononçons pour l'exercice intégral du droit de grève, y compris l'occupation des usines, contre l'arbitrage obligatoire.

Devant la menace que constituent pour la classe ouvrière les formations fascistes armées, nous affirmons la nécessité pour le mouvement syndical de créer sa propre organisation d'autodéfense.

Pour l'unité syndicale internationale.

Appréciant les résultats positifs apportés aux salariés par la réalisation de l'unité syndicale en France, nous nous prononçons pour la tenue rapide d'un Congrès de fusion des différentes organisations syndicales existantes.

La C.G.T. de l'Union Soviétique travaillerait également à la reconstitution de l'unité syndicale internationale en prenant l'initiative d'une telle proposition.

Pour l'internationalisme prolétarien, contre l'union sacrae.

Le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme. Ces deux fléaux ne disparaîtront qu'avec le régime qui l'engendre, par l'action révolutionnaire internationale des prolétaires organisés.

Internationalistes, nous combattons de quel côté qu'elle vienne la propagande chauvine, l'union sacrée, toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une nouvelle guerre impérialiste, soit sous le prétexte d'une soi-disant défense nationale qui ne peut exister en régime capitaliste, soit sous celui non moins mensonger de la défense des démocraties bourgeois contre le fascisme.

DEFENSEURS DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, VOILÀ QUI NOUS SOMMES !

Le présent manifeste définit notre position ! Nous appelons tous les syndiqués soucieux de faire respecter la démocratie syndicale, triomphes revendicatives des salariés, combatre le réformisme et le néo-réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée, à seconde nos efforts !

Ensemble, nous servirons la cause de l'émancipation totale du prolétariat !

Le Groupe Syndicaliste lutte de Classes,

Ont signé ce manifeste :

-Audry Colette (Enseignement Seine); Berger (Techniciens Seine); Bernier Jean (Correcteurs Seine); Bertal (Techniciens Seine); Béth (Métaux Seine); Catalogne (Enseignement B. Pyrénées); Collinet (Enseignement Seine); Damiel (Métaux Seine); Duvernet L. (Métaux Seine); Dumiguet M. (Métaux Seine); Galopin G. (Métaux Seine); Guyard F. (Métaux Seine); Juillet (Métaux Seine); Lafferrière (Métaux Seine); Lemire A. (Métaux Seine); Mersch (Métaux Seine); Prudhomme (Métaux Seine); Roche M. (Métaux Seine); Rollin (Livre Seine); Wallis P. (Métaux Seine).

Adresssez les adhésions au présent manifeste à Duvernet Léon, 37, rue de Paris à Boulogne (Seine).

## Dans les boîtes et sur les chantiers

### CHEZ LES BOUCHERS

VIVE L'ACTION DIRECTE DES EXPLORÉES, CONTRE LEURS EXPLOITATEURS !!

C'est le 21 janvier si l'on en croit les paroliers de Charlot au dernier meeting de la salle Félix (fin décembre) que nous aurions notre contrat collectif avec les 40 heures, des augmentations de salaires de 30 %, et la suppression de la nourriture. A ce moment dans la mesure de nos possibilités, et notamment dans le combat de l'arbitrage obligatoire, nous avons préconisé et démontré que les jours de fêtes (Noël et Jour de l'An) étaient favorables à une réduction d'équipe de notre boîte. Ce camarade avait lors d'une assemblée générale fait un vœu et juste réquisitoire contre la carence de quelques bonnes syndicales de la C.G.T., et aussi contre le Patronat affameur qui refusait d'appliquer les 40 heures au lieu de débaucher. Il fut peu après, sous un prétexte absurde, mis à la porte. Mais la véritable raison, c'est qu'il s'agissait simplement d'un très actif propagandiste syndicaliste révolutionnaire dont il fallait se débarrasser à tout prix.

Le patronat ne donne rien à ses exploitées, mais ceux-ci, par leur action, doivent lui faire une vie impossible et ils arracheront ainsi de meilleures conditions de vie.</p